

6. Notions élémentaires de prévention.

- Naissance, développement et propagation d'un incendie.
- Principes généraux concernant :
 - l'implantation (voies d'accès des services de secours, accessibilité, disposition des hydrants);
 - l'isolement et le compartimentage;
 - les dégagements (chemins d'évacuation, escaliers et sorties);
 - le désenfumage;
 - les installations de chauffage et de ventilation;
 - les moyens d'alerte, d'alarme et de détection.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 juin 1983.

Le Ministre de l'Intérieur,

Ch.-F. NOTHOMB

F. 83 — 1335 (83 — 897)

14 AVRIL 1983

Loi contenant le budget du Ministère de l'Intérieur de l'année budgétaire 1983. — Erratum

Moniteur belge n° 103, du 31 mai 1983, page 7138, colonne crédits, art. 12.06 (42) : Loyer des biens immobiliers..., lire : 0,2.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 83 — 1336

18 AVRIL 1983. — Arrêté ministériel de concession pour la recherche et l'exploitation de ressources minérales et autres ressources non vivantes sur le plateau continental de la Belgique

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la requête du 9 juin 1982, par laquelle la S.A. Andredco, Noorderlaan 147, à 2030 Anvers, sollicite le renouvellement, pour une période de dix ans, de sa concession de recherche et d'exploitation de ressources minérales et autres ressources non vivantes du plateau continental de la Belgique, lui accordée par l'arrêté ministériel n° 79-A 1994/7 du 24 juillet 1979;

Vu la demande formulée par la même requête du 9 juin 1982 d'accorder la nouvelle concession à l'Association momentanée de la S.A. Andredco et de la S.A. Nieuwpoortse Handelsmaatschappij, Noorderlaan 147, à 2030 Anvers;

Vu l'article 3 de l'arrêté ministériel précité, disposant qu'après une période d'essai de trois ans, la concession sera renouvelable pour des périodes de dix ans, sans nouvelle procédure, mais après consultation des ministres compétents;

Vu l'avis du Ministre des Affaires étrangères, en date du 3 août 1982;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture, en date du 19 août 1982;

Vu l'avis du Ministre de la Défense nationale, en date du 23 août 1982;

Vu l'avis du Ministre des Travaux publics, en date du 6 septembre 1982;

Vu l'avis du Ministre des Communications, en date du 25 août 1982;

Vu l'avis du Ministre de la Santé publique et de la Famille, en date du 21 novembre 1982;

Vu le rapport du Directeur général des Mines, en date du 28 février 1983;

Vu la loi du 13 juin 1969 sur le plateau continental de la Belgique;

Vu l'arrêté royal du 7 octobre 1974 relatif à l'octroi de concessions de recherche et d'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes sur le plateau continental;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 1977 portant des mesures de protection de la navigation, de la pêche maritime, de l'environnement et d'autres intérêts essentiels lors de l'exploration et l'exploit-

6. Basisbegrippen van brandvoorkoming.

- Ontstaan, uitbreiding en voortplanting van een brand.
- Algemene principes in verband met :
 - implanting (toegangswegen voor hulpdiensten, bereikbaarheid, plaatsing hydranten);
 - afscheiding en compartimentering;
 - evacuatiemogelijkheden (evacuatiewegen, trappen en uitgangen);
 - rookafvoer;
 - verwarmings- en ventileringsinstallaties;
 - alarmerings-, waarschuwings- en detectiemiddelen.

Mij bekend om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 22 juni 1983.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Ch.-F. NOTHOMB

N. 83 — 1335 (83 — 897)

14 APRIL 1983. — Wet houdende de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor het begrotingsjaar 1983. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 103, van 31 mei 1983, bladzijde 7138, kolom kredieten, art. 12.06 (42) : Huur van onroerende goederen... lezen : 0,2.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 83 — 1336

18 APRIL 1983. — Ministerieel besluit houdende concessie voor de exploratie en de exploitatie van minerale en andere niet-levende rijkdommen van het continentaal plat van België

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de aanvraag d.d. 9 juni 1982, waarbij de N.V. Andredco, Noorderlaan 147, te 2030 Antwerpen, de hernieuwing voor een periode van tien jaar vraagt van haar concessie voor de exploratie en exploitatie van de minerale en andere niet-levende rijkdommen van het Belgisch continentaal plat, verleend door het ministerieel besluit 79-A 1994/7 van 24 juli 1979;

Gelet op het in de aanvraag van 9 juni 1982 eveneens gedaan verzoek om de hernieuwde vergunning te verlenen aan de Tijdelijke Vereniging N.V. Andredco en de N.V. Nieuwpoortse Handelsmaatschappij, Noorderlaan 147, te 2030 Antwerpen;

Gelet op artikel 3 van voormeld ministerieel besluit, waarin bepaald is dat na een proefperiode van drie jaar, zonder nieuwe procedure, maar na raadpleging van de bevoegde ministers, de concessie hernieuwbaar is voor perioden van tien jaar;

Gelet op het advies van de Minister van Buitenlandse Zaken, d.d. 3 augustus 1982;

Gelet op het advies van de Minister van Landbouw, d.d. 19 augustus 1982;

Gelet op het advies van de Minister van Landsverdediging, d.d. 23 augustus 1982;

Gelet op het advies van de Minister van Openbare Werken, d.d. 6 september 1982;

Gelet op het advies van de Minister van Verkeerswezen, d.d. 25 augustus 1982;

Gelet op het advies van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, d.d. 21 november 1982;

Gelet op het verslag van de directeur-generaal der Mijnen, d.d. 28 februari 1983;

Gelet op de wet van 13 juni 1969 inzake het continentaal plat van België;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 oktober 1974 betreffende het verlenen van concessies voor de exploratie en de exploitatie van de minerale en andere niet-levende rijkdommen van het continentaal plat;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 1977 houdende maatregelen tot bescherming van de scheepvaart, de zeevisserij, het milieu en andere wezenlijke belangen bij de exploratie en de

tation des ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol dans la mer territoriale et sur le plateau continental;

Considérant que la requérante s'est déclarée disposée à fournir la garantie requise;

Considérant qu'en vue de la protection de la pêche maritime, il s'avère nécessaire de procéder régulièrement à des recherches biologiques, physiques, écologiques, morphologiques et autres,

Arrête :

Article 1er. L'Association momentanée de la S.A. Andredco et de la S.A. Nieuwpoortse Handelsmaatschappij, à Anvers, est autorisée à extraire annuellement, pendant une période de dix ans, 1 000 000 m³ de sable et de gravier du lit du plateau continental de la Belgique, jusqu'à la profondeur d'exploitation de 30 mètres au maximum en-dessous du niveau moyen de la mer, dans la zone 2, définie à l'annexe à l'arrêté royal du 16 mai 1977 portant des mesures de protection de la navigation, de la pêche maritime, de l'environnement et d'autres intérêts essentiels lors de l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol dans la mer territoriale et sur le plateau continental.

Art. 2. En compensation des frais résultant des recherches effectuées pour déterminer les effets éventuels des exploitations, des redevances égales à 3 F par mètre cube de sable extrait seront versées à chacun des comptes indiqués par la Station nationale de la pêche maritime, à Ostende, du Service géologique de l'Administration des Mines et de l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord, à Bruxelles, soit 9 F par mètre cube au total.

Les redevances minimales à verser à la Station nationale de la pêche maritime, au Service géologique de l'Administration des Mines et à l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord, sont fixées respectivement à 160 000, 100 000 et 100 000 francs. Une avance d'au moins 13 000 francs, à valoir sur les redevances obligatoires sera versée mensuellement à la Station nationale de la pêche maritime et ce la première fois un mois après la notification du présent arrêté de concession.

Art. 3. Le tonnage autorisé pourra être revu tous les deux ans, à compter à partir de la date d'octroi de la concession, en fonction des résultats des recherches entreprises pour déterminer l'effet des exploitations.

Art. 4. La concession est renouvelable, sans nouvelle procédure, mais après consultation des ministres compétents, pour des périodes de dix ans, sans que la durée totale puisse dépasser trente ans.

Les redevances fixées pourront être revues tous les trois ans.

Art. 5. La concession est soumise à des conditions imposées par arrêté royal conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal précité du 7 octobre 1974.

Art. 6. Le concessionnaire fournira selon les instructions du Directeur général des Mines, une garantie réelle ou en espèces, au montant de un million de francs.

Cette garantie pourra être utilisée, à la suite d'une décision du tribunal compétent, en cas d'infraction aux conditions de concession.

Le Directeur général des Mines règle l'affectation de la garantie, en exécution du jugement du tribunal compétent.

Art. 7. Lorsque l'intérêt national l'exige ou sur proposition du Directeur général des Mines en cas d'infraction aux conditions relatives à l'arrêté de concession, la concession pourra être suspendue ou retirée en tout ou en partie, le concessionnaire entendu.

De même, la concession pourra être retirée en tout ou en partie, lorsque les recherches effectuées pour déterminer les conséquences des exploitations auront fait apparaître un effet néfaste sur l'environnement marin.

Art. 8. Copie du présent arrêté sera transmise au concessionnaire, aux opposants et aux demandeurs en concurrence, ainsi qu'aux Ministres visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 7 octobre 1974 relatif à l'octroi de concessions de recherche et d'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes sur le plateau continental.

Bruxelles, le 18 avril 1983.

M. EYSKENS

exploitatie van de minerale en andere niet-levende rijkdommen van de zeebedding en de ondergrond in de territoriale zee en op het continentaal plat;

Overwegende dat de aanvrager bevestigd heeft bereid te zijn de vereiste borgtocht te verlenen;

Overwegende dat met het oog op de bescherming van de zeevisserij het noodzakelijk is geregeld biologische, fysische, ecologische, morfologische en andere onderzoeken uit te voeren,

Besluit :

Artikel 1. Aan de Tijdelijke Vereniging N.V. Andredco en de N.V. Nieuwpoortse Handelsmaatschappij, te Antwerpen, wordt een concessie verleend om voor een periode van tien jaar, tot een exploitatiediepte van maximum 30 meter onder het gemiddeld zeeoppervlak, jaarlijks 1 000 000 m³ zand en grint te onttrekken aan de bodem van het Belgisch continentaal plat in de zone 2, bepaald in de bijlage van het koninklijk besluit van 16 mei 1977, houdende maatregelen tot bescherming van de scheepvaart, de zeevisserij, het milieu en andere wezenlijke belangen bij de exploratie en exploitatie van minerale en andere niet-levende rijkdommen van de zeebedding en de ondergrond in de territoriale zee en op het continentaal plat.

Art. 2. Als vergoeding voor de kosten van het onderzoek voor de vaststelling van de mogelijke gevolgen van de winningen zal een bedrag van 3 F/m³ gewonnen zand gestort worden op elk van de aangeduide rekeningen van het Rijksstation voor Zeevisserij te Oostende, van de Geologische Dienst van de Administratie van het Mijnwezen en van de Beheersraad van het Mathematisch Model van de Noordzee, te Brussel, d.i. in totaal 9F/m³.

De minimumvergoedingen voor het Rijksstation voor Zeevisserij, voor de Geologische Dienst van de Administratie van het Mijnwezen en voor de Beheersraad van het Mathematisch Model van de Noordzee, zullen 160 000 F, respectievelijk 100 000 F, en 100 000 F per jaar bedragen. Op de verplichte vergoedingen zal maandelijks aan het Rijksstation voor Zeevisserij een voorschot van minimum 13 000 F gestort worden, te beginnen één maand na de betekening van dit concessiebesluit.

Art. 3. De voor ontginning toegelaten hoeveelheid kan om de twee jaar, gerekend vanaf de datum waarop de concessie wordt toegestaan, herzien worden in functie van de resultaten die het onderzoek naar de gevolgen der winningen aan het licht brengen.

Art. 4. De concessie is, zonder nieuwe procedure, maar na raadpleging van de bevoegde ministers, hernieuwbaar voor perioden van tien jaar, zonder dat de totale termijn meer dan dertig jaar mag bedragen.

De vastgestelde vergoedingen kunnen driejaarlijks herzien worden.

Art. 5. De concessie is onderworpen aan voorwaarden opgelegd door een koninklijk besluit op de wijze zoals voorgeschreven is door artikel 10 van het koninklijk besluit van 7 oktober 1974.

Art. 6. De concessiehouder zal, volgens de richtlijnen van de Directeur-generaal der Mijnen, een zakelijke of geldelijke waarborg leveren van een miljoen frank.

Deze waarborg kan aangewend worden, na beslissing door de bevoegde rechtbank, bij overtreding van de concessievoorwaarden.

De Directeur-generaal der Mijnen regelt in uitvoering van een vonnis van de bevoegde rechtbank de aanwending van de gestelde zekerheid.

Art. 7. Indien het belang van het land het vereist, of op voorstel van de Directeur-generaal der Mijnen indien de voorwaarden houdend bij het concessiebesluit niet nageleefd worden en na de concessiehouder gehoord te hebben, kan de concessie geheel of gedeeltelijk geschorst of ingetrokken worden.

De concessie kan eveneens geheel of gedeeltelijk ingetrokken worden, na de concessiehouder gehoord te hebben, indien de onderzoeken naar de gevolgen der winningen nadelige invloeden op het marien milieu zouden aangetoond hebben.

Art. 8. Een afschrift van onderhavig besluit zal gezonden worden, aan de concessiehouder, de indieners van een verzetschrift of een aanvraag tot mededinging, evenals de Ministers vermeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 7 oktober 1974 betreffende het verlenen van concessies voor de exploratie en exploitatie van de minerale en andere niet-levende rijkdommen van het continentaal plat.

Brussel, 18 april 1983.

M. BYSKENS